VAGUE DE GRÈVES MASSIVE DANS LES PORTS DE TOUTE L'EUROPE CONTRE LA GUERRE ET LES LIVRAISONS D'ARMES

30 octobre 2026Guerre, International, Luttes sociales

Ce vendredi 30 octobre, 95% des ports français ont été mis à l'arrêt par un mouvement de grève d'après la fédération nationale des ports et docks CGT, représentative d'environ 90% des travailleur·ses des ports de l'hexagone. Les ports de France métropolitaine sont touchés, de Saint-Nazaire à Fos-sur-Mer en passant par Cherbourg et Bordeaux, mais également ceux des colonies d'outre-mer comme sur l'île de la Réunion, qui a été entièrement bloqué par des ouvriers brandissant des pancartes «stop à la guerre».

Cette grève répond à un appel international lancé notamment par l'European Dockworkers Council (EDC) contre la guerre et la militarisation des ports. Cet appel s'inscrit lui-même dans la continuité de la 3ème rencontre internationale de l'union des travailleurs des ports, qui s'est réunie à Istanbul en mai 2026, et qui dénonçait : «Ports, routes maritimes, voies de chemin de fer, entrepôts, logistique, la chaîne de transport entière, sont transformés de plus en plus ouvertement en infrastructures de guerre. Les gouvernements, les USA, l'OTAN, l'UE et les monopoles veulent rendre les travailleurs complices du transport d'armes et de matériel de guerre destinés à massacrer les populations. Nous ne leur ferons pas cette faveur». Sans les flux, la logistique et donc les travailleurs, aucune guerre n'est possible, aucun génocide, aucun massacre, aucune colonisation ne peut avoir lieu.

Partant de ce constat, les dockers étaient donc mobilisés dans le monde entier, principalement en France, en Italie ou encore la Grèce, mais aussi en Turquie, aux États-Unis et jusqu'en Inde.

Les dockers de la CGT contestent la «militarisation des

installations sous l'impulsion de la Commission européenne» et s'opposent au projet de budget du gouvernement Lecornu qui «détruit nos systèmes de solidarité». Les syndicats européens s'opposent aussi à un projet de règlement de l'Union Européenne visant à favoriser la «mobilité militaire», en facilitant le transit d'armements par le biais des infrastructures civiles de transport.

En France, cette grève intervient à moins d'une semaine d'un appel intersyndical à la grève générale, le 5 novembre prochain.

Alors que les lycéen·nes sont dans la rue depuis plus d'un mois, et qu'entre-temps les étudiants les ont rejoints, ainsi qu'une partie des salarié·es, l'entrée en jeu des travailleur·ses portuaires pourrait marquer le franchissement d'une nouvelle étape décisive. En effet, dans une économie mondialisée plus dépendante que jamais des transports de marchandises et de pétrole, la mise à l'arrêt de nœuds maritimes est une carte maîtresse entre les mains du mouvement social.

La question qui demeure ce soir : ce blocage des ports va-t-il parvenir à se poursuivre et converger avec les autres luttes en cours, de façon à développer un réel rapport de force face à l'État et la bourgeoisie militariste ?

En effet, de nombreux mots d'ordre anti-guerre se font entendre dans les protestations de la jeunesse partout à travers le monde, ce mouvement coordonné de syndicats dans plus d'une vingtaine de pays est un pas de plus vers l'internationalisation de la contestation du militarisme.